

L'économie des pays développés est passée, au cours des deux dernières décennies, d'un capitalisme d'entreprise à un capitalisme financier. Désormais, l'économie réelle est sous l'influence de la finance. Depuis le déclenchement de la crise financière aux Etats-Unis et sa diffusion à l'ensemble de la planète, nous subissons tous les jours ses effets dévastateurs sur l'économie et la société. Certes, le capital a toujours eu cette réalité duale : la rentabilité économique pour l'entrepreneur et la rentabilité financière pour l'investisseur financier. Mais le fait nouveau, c'est que le second est désormais prédominant.

A l'origine de cette mutation, on trouve deux mouvements puissants. D'une part, la montée des investisseurs institutionnels américains, rassemblant l'épargne des ménages et des salariés, ont diversifié leurs placements afin d'obtenir des rendements supérieurs aux placements bancaires. D'autre part, la révolution numérique et les TIC ont changé en profondeur l'évaluation et la gestion des risques, en permettant de décomposer les risques en facteurs élémentaires, de les codifier dans des produits financiers facilement échangeables sur des marchés et de les transférer sur l'ensemble des institutions financières.

La déréglementation, avec la suppression des principales législations nationales qui encadraient la finance, la libéralisation et le décloisonnement des marchés (banques, assurances, etc.), et la flexibilité des taux de change, ont créé une grande instabilité et constituent une source importante de risque financier difficile à contrôler. Depuis les années 1980, les crises se font plus nombreuses, jusqu'à celle que nous vivons actuellement et qui est de nature systémique. Les marchés financiers constituant la principale source de financement des entreprises au détriment du financement bancaire traditionnel, l'entreprise devient un actif financier dont il faut maximiser la valeur en bourse.

Parallèlement à cette financiarisation de l'économie et à ses effets sur l'emploi, le travail et les territoires, notre modèle de croissance atteint ses limites. L'activité humaine a toujours entraîné une destruction de ressources non renouvelables et un développement de la pollution. Mais jusqu'à une certaine période, cet effet restait circonscrit. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, apparaît, avec le réchauffement climatique, un impact massif de l'activité humaine sur la biosphère.

L'enjeu est de taille : comment mettre à profit la crise actuelle, à la fois profonde et violente, pour remettre la finance au service de l'économie et, dans le même temps, orienter nos efforts vers un modèle de développement où tous les acteurs respectent leur environnement ? Une mutation indispensable, qu'il faut, pour en assurer leur succès, comprendre dans sa complexité et accompagner dans sa réalisation.

Répondre à ces défis suppose, tant à l'échelle nationale, européenne, qu'internationale, de donner toute sa place aux partenaires sociaux et à la négociation sociale. Devenir un acteur incontournable sur ces questions, pour les organisations syndicales, est un enjeu déterminant afin de construire une légitimité aux yeux du monde du travail, qui se situe au cœur de cette mutation. Dans cet esprit, par exemple, la Confédération syndicale internationale (CSI) a réalisé en 2007 un document de synthèse proposant un ensemble de recommandations détaillées pour l'encadrement des marchés financiers ; de même la Confédération européenne des syndicats (CES) fait du développement durable un enjeu stratégique pour son activité. Ces préoccupations doivent fournir le fil directeur de la première Université de printemps de l'IRES.

# Université de printemps de l'IRES

AVEC L'ENSEMBLE DES ORGANISATIONS SYNDICALES

mardi 28 et mercredi 29 avril 2009 • Paris

De 9h00 à 17h30 dans la Salle des fêtes de l'Hôtel de Ville - Mairie de Montreuil  
1, place Jean Jaurès, 93100 - Montreuil • Métro : Mairie de Montreuil

## Le monde de demain : du capitalisme financier au développement durable

L'Université de printemps de l'IRES se tiendra, les 28 et 29 avril prochains, à Paris. C'est la première fois, en France, qu'une telle initiative est prise. C'est ainsi une occasion exceptionnelle de réunir et d'organiser le débat entre l'ensemble des acteurs économiques et sociaux (syndicalistes et responsables d'entreprises, élus et militants associatifs, chercheurs et représentants d'instances nationales et internationales, etc.) sur un thème majeur, *Le monde de demain : du capitalisme financier au développement durable*.

Durant ces deux journées de dialogue et de débat, il sera donc question de la plus importante mutation que nos sociétés ont à comprendre et à entreprendre : sortir d'un capitalisme financier, en crise, pour construire un mode de développement soutenable pour tous.



Avec le soutien de  
la Mairie de Montreuil

Partenaires presse



Partenaires scientifiques



Partenaires financiers



# Le monde de demain : du capitalisme financier au développement durable

MARDI 28 AVRIL

🌸 MATINEE ■ 9 h 00 - 12 h 30

**9 h 00 - Ouverture**

Dominique Voynet, *Maire de Montreuil, Sénatrice de Seine-Saint Denis*  
Jean-Louis Levet, *Directeur général de l'IREs*

**Séquence 1. Les enjeux d'une mutation à venir**

Animateur : Patrick Lemoine, *Journaliste*

Laurent Batsch, *Professeur de gestion, Président de l'Université Paris-Dauphine*

Mathilde Lemoine, *Directeur des études économiques, HSBC France*

Paul-André Rosental, *Directeur d'études à l'EHESS*

Jean-François Trogrlic, *Directeur du BIT de Paris*

Jean-Claude Mailly, *Secrétaire général de la CGT-FO*

Jacques Voisin, *Président de la CFTC*

Quelles sont les connaissances dont nous disposons sur le rôle de la finance et de ses effets sur la réalité économique et sociale ? Quelles sont les limites de notre modèle de croissance, qui s'étend aux grands pays émergents, renforçant l'urgence d'une action concertée ? Quels sont les termes des débats sur les solutions à apporter à ces deux défis : une régulation du monde de la finance pour éviter ses dérives et l'orientation de notre modèle de croissance vers un modèle de développement soutenable et moins inégal.

Le progrès technique qui, depuis deux siècles, a été essentiellement orienté vers l'augmentation continue de la productivité du travail (on produit en une heure de travail vingt fois plus de biens qu'il y a un siècle), doit être ré-orienté aujourd'hui pour économiser les facteurs rares et préserver l'environnement.

Avec les témoignages de :

Thomas Amossé, *Sociologue, Chercheur au Centre d'études de l'emploi (CEE)* • Isabelle Chambost et Patrick Roturier, *Syndex* • Jean-Frédéric Dreyfus, *Secrétaire national de la CFE-CGC* • Ernst Hillebrand, *Directeur de la Fondation Friedrich Ebert, Paris* • Bernard Jullien, *Directeur du Gerpisa* • Jacques Landriot, *Directeur général du Groupe Chèque Déjeuner* • Michaël Sommer, *Président de la Fédération des syndicats allemands, DGB*.

🌸 APRES-MIDI ■ 14 h 15 - 17 h 30

**Séquence 2. L'entreprise et son implantation territoriale**

Animateur : Denis Boissard, *Directeur des rédactions Liaisons sociales*

El Mouhoub Mouhoud, *Professeur d'économie, Université Paris-Dauphine*

Bernadette Dodane, *Co-présidente de la société Cristel*

Pierre Habbard, *Conseiller politique du Comité syndical consultatif auprès de l'OCDE, TUAC*

Jacques Perrat, *Economiste, Chercheur à l'ADEES*

François Soulage, *Président national du Secours Catholique*

François Chérèque, *Secrétaire général de la CFDT*

Georges Liarokapis, *Président de la Confédération européenne des cadres, CEC*

L'entreprise constitue le lieu principal où se conjuguent les effets de la finance et de la crise actuelle, et les transformations en cours liées aux nouvelles normes environnementales. Quelles sont les pratiques existantes sur ces deux registres et quels enseignements peut-on en tirer ? Par exemple, les réponses diversifiées des entreprises aux exigences de rentabilité financière définies par les marchés, l'intégration des nouvelles normes environnementales dans les produits, les modes de production, l'organisation du travail, la formation des salariés, les expériences des territoires pour faire travailler ensemble des entreprises, favoriser des pratiques de production durable, de recyclage des déchets, d'économie d'énergie, etc.

Plus généralement, c'est la question de la responsabilité sociale des entreprises qui est posée, responsabilité au sein des territoires où les entreprises sont implantées, et dans les pays émergents où les groupes internationalisés se développent.

MERCREDI 29 AVRIL

🌸 MATINEE ■ 9 h 00 - 12 h 30

**Séquence 3. Les dimensions environnementale et sociale du développement durable**

Animateur : Patrick Lemoine, *Journaliste*

Yves Lichtenberger, *Professeur de sociologie, Président du PRES, Université Paris-Est*

Jim Baker, *Coordinateur général de Global Unions*

Joël Decaillon, *Secrétaire confédéral de la Confédération européenne des syndicats, CES*

François Guinot, *Ancien dirigeant d'entreprise, Président honoraire de l'Académie des technologies (2005-2008)*

Jean-Charles Hourcade, *Directeur du Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED)*

Patrick Gonthier, *Secrétaire général de l'Unsa-Education*

Agostino Megale, *Secrétaire national de la CGIL (Italie)*

Là où le développement d'une économie de la connaissance aurait dû permettre une amélioration des conditions de travail et de l'emploi, le capitalisme financier non régulé accroît au contraire l'intensification du travail, entraîne une dégradation des conditions de travail et une précarisation des emplois. De plus, une « écologisation » de l'économie exerce des effets sur l'emploi, les revenus et les inégalités. Ces conséquences sont à la fois sources de risques et d'opportunités pour les travailleurs de tous les pays.

La dimension sociale du développement durable a suscité peu d'intérêt jusqu'à aujourd'hui. Non seulement il s'agit d'évaluer l'accès aux emplois verts et leur qualité, mais surtout d'appréhender la période de transition par laquelle les entreprises et les salariés devront passer, ainsi que ses obstacles avec les adaptations nécessaires en termes de conditions de travail, de stress, d'évolution des qualifications et des métiers. Il y a ainsi des interfaces à identifier entre les dimensions environnementale et sociale du développement durable.

🌸 APRES-MIDI ■ 14 h 15 - 17 h 00

**Séquence 4. Une stratégie volontariste et coordonnée au plan international**

Animateur : Guillaume Duval, *Rédacteur en chef Alternatives économiques*

Pascal Petit, *Directeur de recherches CNRS, attaché au Centre d'économie de l'Université Paris-Nord*

Jean-Louis Levet, *Directeur général de l'IREs*

Sandrine Mathy, *Présidente du Réseau Action Climat - France*

Philippe Moati, *Professeur de sciences économiques, Université Paris Diderot et Directeur de recherches au CREDOC*

Guy Rider, *Secrétaire général de la Confédération syndicale internationale, CSI*

Bernard van Craeynest, *Président de la CFE-CGC*

Jean-Christophe Le Duigou, *Secrétaire confédéral de la CGT*

La sortie d'une finance omniprésente, dérégulée et en crise, ainsi que l'orientation nécessaire des économies vers un modèle de croissance propre ne peuvent pas se faire sans une implication coordonnée et une détermination soutenue des Etats. Certes, le cadre national peut servir de base, tant pour affronter la crise économique que pour construire des programmes de transition vers une économie propre. Mais l'Union européenne constitue un cadre de coordination inter-étatique indispensable. Par ailleurs, un lien doit être établi entre ces stratégies de long terme et les modalités d'une concurrence équitable à l'échelle mondiale, en intégrant des normes sociales et environnementales.

La préoccupation centrale dans cette réflexion doit concerner la prise en compte des enjeux à venir pour les syndicats, inhérents aux liens entre l'économie et le social, entre l'économie et l'environnement et surtout entre le social et l'environnement, cette dernière entrée étant aujourd'hui, la moins bien prise en compte, tant en matière de recherche que dans le domaine de l'action.